

sciences au sud

Entretien

Entretien avec Daniel Pauly

Une recherche pour la survie de tous

Daniel Pauly, professeur et directeur du centre de recherche sur les pêches de l'université de Colombie-Britannique à Vancouver au Canada, évoque sa conception de la recherche pour le développement dans le contexte actuel. Il dresse un bilan très alarmiste de la situation environnementale et fait un véritable plaidoyer pour une recherche "de survie".



Daniel Pauly, lauréat en 2005 du prestigieux prix Cosmos¹, a également reçu le prix de la Fondation Volvo en Suède en 2006. Ces distinctions viennent récompenser son rôle dans la conception de la très célèbre et très consultée base d'information sur toutes les espèces de poissons du monde dénommée FishBase², dans la diffusion d'un logiciel de modélisation des écosystèmes marins maintenant très largement utilisé³, dans l'identification d'un nouveau phénomène qui affecte les ressources marines du monde entier, *Fishing down marine food web*⁴, et enfin dans la création et l'animation d'un grand projet de documentation de l'effet de la pêche sur les écosystèmes marins⁵.

« La survie de l'ensemble monde est indissociable du développement du Sud. Les maladies émergentes, changements climatiques, épuisement des ressources naturelles sont autant de signaux pour nous rappeler régulièrement, et brutalement, que nous partageons un même système global bien éloigné des cloisonnements économiques.

Aussi, si une recherche sur mesure est nécessaire pour les pays du Sud, en col-

laboration et avec le soutien des moyens de la communauté scientifique du Nord, sur des problématiques spécifiques au Sud, ses enjeux dépassent largement le seul développement. Il est en effet illusoire d'imaginer que les effets négatifs liés à l'activité anthropique seront circonscrits à une partie périphérique du globe, éloignée des centres névralgiques de l'économie moderne.

L'actualité, qui voit les pirogues de pêcheurs devenues, sur des littoraux dévastés par la pêche industrielle, l'instrument d'une émigration aussi irrégulière que massive, est édifiante en ce sens.

J'ai une vision plutôt simpliste des choses : on ne peut exploiter des ressources naturelles qui n'existent plus. Cela implique une nécessité de fonder les décisions sur les recommandations des scientifiques sans avoir à évoquer la nécessité de considérer toutes les parties prenantes, parce que les parties prenantes ne font justement que... prendre. Quant au dossier encore plus

vital qu'est celui du changement climatique, bien sûr que nous avons un choix entre les scientifiques et les apôtres de la croissance économique à outrance. Ou bien nous prévenons une tendance qui autrement devient inéluctable ou nous ne le faisons pas et bien sûr nous n'aurons plus tard ni croissance, ni d'autres alternatives viables. C'est le problème des ressources de poissons qui sont nécessaires aux pêcheurs alors que la réciproque ne s'applique pas. Ainsi, face à l'urgence de la situation, la recherche pour le développement, telle que la mène notamment l'IRD et le CRH⁶ que je connais bien, devient de la recherche pour la survie de tous. Idéalement, elle devrait susciter un certain *empowerment* local, une appropriation des capacités d'agir et des connaissances par les chercheurs des pays en développement, gage d'une intégration de ces travaux dans la société. Mais cela suppose une refon-

dition des structures scientifiques dans nombre de pays du Sud. Bien sûr, ouvrir ce volet c'est risquer une controverse sur les accords commerciaux qui déterminent la part du gâteau des pays en voie de développement ; et si on est lucide, le jeu en vaut bien la chandelle. Mais là, il convient de s'interroger sur la volonté politique réelle d'engager plus avant le formidable chantier de la recherche pour le développement.

Quant à l'évaluation de la recherche pour le développement, elle devra emprunter les mécanismes propres aux autres activités scientifiques et qui ont fait leurs preuves. Ce qui devra changer ce sont les critères qui définissent les objectifs et objets de la recherche et bien sûr les fonds disponibles qui sont aujourd'hui insuffisants et qui finalement relèvent d'une vision de la recherche plus en tant qu'activité culturelle comme une autre plutôt qu'une opération de survie dans laquelle nous sommes inexorablement engagés.

L'exemple de la gestion des ressources marines, domaine qui m'est familier, est éloquent. Les scientifiques s'époumonent à tenter d'alerter les décideurs. On sait pertinemment que la surpêche nécessite un engagement et une action politique clairs. Et pourtant, les décisions, les débats mêmes, tardent à débiter. Il en va bien entendu pareillement en ce qui concerne les autres grands problèmes globaux. La timidité des rares accords internationaux, leur faible portée réelle, n'est pas à la mesure de la gravité de la situation. La dispersion des organes de décision politique entrave la nécessaire mobilisation générale. Le pouvoir d'intérêts économiques

immédiats prime toujours sur la pérennité des équilibres qui nous sont pourtant vitaux.

L'émergence d'un porte-drapeau, d'un leader d'opinion mondial dévoué à cette cause, sorte de Mandela du développement raisonné, pourrait peut-être permettre de faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers dans ce genre de dossiers. En ce sens, le rôle des ONG est devenu crucial dans l'halieutique, ne serait-ce que pour mettre en cause l'inaction gouvernementale. De plus le dialogue que forcent les ONG contribue à une meilleure transparence des décisions qui affectent le public. Elles accélèrent aussi les transitions vers les approches écosystémiques et je l'espère vers les approches qui sensibilisent le grand public aux enjeux majeurs (entre autres surexploitation, pollution...) auxquels il devra faire face dans l'avenir. C'est un rôle qu'elles jouent depuis des décennies dans les instances nord-américaines et qu'il s'agira d'adapter aux circonstances prévalant en Europe.

Quelles que soient les volontés, ou les réticences, il est à prévoir que la recherche pour le développement s'intensifiera dans les temps prochains. » ●



1. Ce prix, d'un montant de 40 millions de yens, créé pour commémorer l'Exposition internationale du paysage qui s'était tenue en 1990 à Osaka, est destiné à récompenser une « carrière de chercheur consacrée aux relations entre les sociétés humaines et leurs environnements naturels ». Il est considéré comme la plus haute distinction existant dans le domaine de l'écologie, une discipline où n'existe pas de prix Nobel.

2. www.fishbase.org

3. www.ecopath.org

4. <http://www.fisheries.ubc.ca/members/dpauly>

5. www.seaaroundus.org

6. Centre de Recherche Halieutique Méditerranéenne et Tropicale, IRD-IFREMER et université de Montpellier II.